

Réponse de l'UNELEG – Consultation CRE N°2023-10 du 25 octobre 2023 relative à la mise en œuvre de la généralisation des options tarifaires 4 plages temporelles du TURPE HTA-BT

En préambule de cette contribution, l'UNELEG souhaite remercier la CRE pour l'opportunité offerte de s'exprimer sur la question de la bascule systématique des consommateurs raccordés au réseau public de distribution vers des formules tarifaires d'acheminement (ci-après FTA) saisonnalisées.

L'UNELEG répond à cette consultation en tant que représentant de plus de 70 Entreprises Locales de Distribution (ELD) qui sont gestionnaires de réseau de distribution (GRD) et qui cumulent environ 1,5 millions de points de livraison desservis.

A titre préliminaire, nous rappelons que les ELD sont en phase de déploiement massif des compteurs communicants pour les consommateurs dont la puissance de raccordement est inférieure ou égale à 36kVA. En ce sens, la disparition des FTA non-saisonnalisées impliquent pour les ELD à la fois la gestion d'une bascule consécutive au 1^{er} août, ainsi que des bascules systématiques pour les nouvelles poses de compteurs dans les prochaines années.

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de déroger à la règle des 12 mois entre deux changements de formule tarifaire d'acheminement à partir du 1er mai 2024 et jusqu'au 1er novembre 2024 ? La période proposée par la CRE vous paraît-elle adaptée ?

L'UNELEG est favorable à cette dérogation dès lors que cela permet aux fournisseurs d'opérer des bascules en amont de la bascule contrainte réalisée par le GRD à partir du 1^{er} août 2024.

Nous n'avons pas de remarque sur la période proposée.

Question 2 : Êtes-vous favorable à ce que le GRD effectue la bascule des clients qui n'auraient pas souscrit une formule tarifaire à 4 plages temporelles ?

En tant que représentant de GRD, nous prenons acte de la proposition de la CRE qui implique une bascule, par les GRD, pour les consommateurs qui n'auraient pas souscrit à une FTA à 4 plages temporelles.

Sur les aspects opérationnels de cette bascule par les GRD, nous souhaitons souligner que le délai de bascule au 1^{er} août nous apparaît très court au vu des contraintes techniques (notamment SI) et en termes de ressources humaines.

La bascule en masse induit en effet un besoin important de bande passante affectant l'activité de gestion des compteurs communicants. Cela nécessite ainsi d'étaler la bascule des clients vers les FTA saisonnalisées.

En outre, il est à noter que la période proposée, du 1^{er} août au 1^{er} septembre 2024, intervient en pleine période estivale synonyme de nombreux congés dans les équipes opérationnelles et de fort taux de transcriptions de contrat à réaliser (période de déménagement/ emménagement marquée).

Pour ces raisons, **nous suggérons d'allonger le délai de bascule à compter du 1^{er} août à 90 jours soit à fin octobre 2024**. Cela permettrait aux GRD d'opérer l'ensemble des bascules avant le début de l'hiver, au moment où le signal renvoyé par les FTA saisonnalisées sera le plus bénéfique pour l'équilibre du réseau. Toutefois, les GRD feront leurs meilleurs efforts pour réaliser les bascules au plus tôt.

Question 3 : Êtes-vous favorable aux options par défaut proposées par la CRE dans le cadre de la bascule qui sera opérée par le GRD ?

L'UNELEG considère que les options par défaut proposées par la CRE sont cohérentes au regard des profils de consommation observés par les GRD.

Nous saluons la proposition de permettre à chaque GRD de mettre en place une grille de correspondance spécifique, dès lors que celle-ci fait l'objet d'une consultation et d'une publication.

Question 4 : Etes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE pour la souscription d'une formule tarifaire à 4 plages temporelles pour les clients dont le compteur deviendrait communicant après la date du 1^{er} août 2024 ?

D'une manière générale, nous prenons acte des modalités proposées par la CRE.

Sur les aspects opérationnels, pour la bascule des compteurs devenant communicant après le 1^{er} août 2024, nous notons que le délai de 30 jours semble adapté.